

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-RDC : le général Oligui Nguema dans l'approche explicative à Kinshasa

LE chef de l'État a effectué hier une visite de travail de quelques heures dans la capitale de la République démocratique du Congo (RDC). À Kinshasa, il a eu un entretien avec son homologue congolais Félix Tshisekedi. Le processus de Transition au Gabon a été parmi les principaux sujets abordés par les deux hommes.

O'N.
Libreville/Gabon

LE président de la Transition, chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a poursuivi hier sa tournée diplomatique dans les pays de la sous-région membres de la Communauté économique de l'Afrique centrale (CEEAC). Cette fois, le tour est revenu à la République démocratique du Congo (RDC) d'accueillir le numéro un gabonais. Cela dans le cadre d'une visite de travail de quelques heures à Kinshasa.

Le principal temps fort de ce séjour aura été l'entretien, à la cité de l'Union africaine de Kinshasa, entre le numéro un gabonais et son homologue congolais Félix Tshisekedi Thsilombo. Les échanges ont essentiellement porté sur le processus de transition lancé par le Comité pour la



L'entretien entre le chef de l'État, Brice Clotaire Oligui Nguema, et son homologue de la RDC, Félix Tshisekedi était plutôt convivial.

Transition et la restauration des institutions (CTRI).

Occasion pour le président de la Transition, toujours dans la même approche explicative comme avec les présidents Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Guinée équatoriale), Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville), Faustin Archange Touadera (Centrafrique) et Mahamat Idriss Déby Itno (Tchad), de décliner à son hôte les raisons ayant prévalu à la prise

du pouvoir par les Forces de défense et de sécurité gabonaises et les principaux objectifs visés par la Transition en cours au Gabon...

Le chef de l'État gabonais n'a pas manqué non plus de plaider en faveur d'un assouplissement, à défaut d'une levée pure et simple, des sanctions de la CEEAC contre le Gabon après l'arrivée du CTRI au pouvoir.

Sur un tout autre plan, la coopération bilatérale et multisectorielle

entre les deux pays a également figuré parmi les questions évoquées par les deux chefs d'État. Tout comme l'actualité sous-régionale et continentale.

Le général Oligui Nguema et son hôte se sont engagés à pérenniser les liens d'amitié qui unissent le Gabon et la RDC depuis des décennies.

Autres questions abordées, celles de sécurité et de paix dans la sous-région, d'intérêt commun,

et celles liées à la préservation de l'environnement dans lesquelles les deux pays sont impliqués...

A noter que le chef de l'État s'est dit honoré de l'hospitalité et de l'accueil à lui réservés ainsi qu'à sa délégation.

Par ailleurs, le président de la Transition a rencontré la communauté gabonaise vivant à Kinshasa. Laquelle lui a exprimé ses félicitations pour avoir libéré le Gabon.

Transition : Faustin Archange Touadera au fait des actions initiées par le CTRI

J.K.M.
Libreville/Gabon

EN marge de sa rencontre avec le président de la Transition mardi dernier au palais du bord de mer, le chef de l'État centrafricain, Faustin Archange Touadera, s'est entretenu, tour à tour, avec le Premier ministre, Raymond Ndong Sima, les présidents du Sénat, Paulette Missambo, et de l'Assemblée nationale de la Transition, Jean-François Ndongou. Avec toutes ces personnalités, le numéro un centrafricain, facilitateur de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) pour le Gabon, a été édifié sur l'état des actions initiées par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel normal. Et le moins qu'ont pu indiquer ces différents interlocuteurs, ce



Phase de la rencontre entre le facilitateur de la CEEAC, Faustin Archange Touadera et le Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima.

que des avancées significatives ont été réalisées en tenant compte non seulement du caractère inclusif accolé au processus amorcé depuis le 30 août dernier dans notre pays, mais aussi de la volonté des autorités à préserver la paix et la sécurité dans notre pays.

En tout état de cause, ont-ils laissé entendre, tout ceci s'est traduit par la mise en place d'un gouvernement, la désignation des membres du Parlement, l'appel à

contributions dans la perspective de la tenue prochaine du Dialogue national. Des assises au cours desquelles les participants débattent, en toute liberté, d'un certain nombre de questions susceptibles de contribuer à restaurer les institutions et notamment la réécriture d'une nouvelle Loi fondamentale. Faustin Archange Touadera a réaffirmé la volonté des instances sous-régionales à accompagner le Gabon.

Les "partis gazelles" réclament leur part du gâteau

A.M.
Libreville/Gabon

AU cours d'un point de presse tenu lundi dernier, plusieurs partis politiques communément appelés "partis gazelles" ont, par la voix de leur porte-parole, Bonaventure Nzigou Manfoumbi du FER, dénoncé les agissements du pouvoir actuel qui sont, selon eux, contraires aux engagements pris devant les forces vives de la Nation dans le discours à la Nation prononcé lors de la prestation de serment du président de la Transition.

Ces agissements, soulignent-ils, se sont traduits par l'élaboration unilatérale de la Charte de la Transition, puis par la violation de ladite Charte du fait de la nomination des bureaux des deux chambres du Parlement sans les parlementaires, et la nomination des parlementaires l'a été sans consulter la classe politique. Autant de griefs que les partis dits gazelles portent aux autorités de la Transition qui, manifestement, ne leur ont pas donné un os à ronger.

Ces partis ne sont pas les seuls à formuler des critiques au CTRI. Le président du RPR, Jean-François Ntoutoume Emame, porte quasiment les mêmes critiques lorsqu'il dit que "certains partis ont été exclus du processus de mise en place des nouvelles ins-



Jean-François Ntoutoume Emame et le RPR s'interrogent sur les critères ayant prévalu quant à la désignation des personnes nommées dans les deux chambres du Parlement.

tutions". Pour lui la nomination des parlementaires dans les deux Chambres ressemble à une opération visant à placer des parents et amis et non à mettre des hommes et des femmes qualifiés en vue de l'enrichissement des débats à l'Assemblée nationale et au Sénat. Le président du RPR s'est également interrogé sur les critères ayant prévalu quant au choix des personnes ayant été nommées dans ces deux Chambres du Parlement.

Pendant que certains partis se livrent à une critique acerbe d'autres, notamment ceux regroupés au sein du PG41, se situent aux antipodes des premiers cités. Eux disent plutôt se mettre à la disposition des autorités de la Transition pour les accompagner dans le cadre de la restauration des institutions.